



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 01 – 25 janvier 2022

En bref

L'incidence commence à baisser légèrement et atteint 3 381 cas/100 000 hab. sur 14 jours au 24/01 (-16 pts par rapport au 17/01). Au 23/01, 92,6 % de la population cible -âgée de plus de 12 ans- a reçu au moins une dose du vaccin, 90,7 % est vaccinée. Selon le Ministère

de la Santé, le variant omicron représentait 85,9% des nouveaux cas de la semaine 1 de 2022 (03 au 09 janvier) et entre 79,6 et 98,7 % selon les régions pour la semaine 2 (10 au 16 janvier 2022).

Veille de la pandémie de la Covid19 : le gouvernement espagnol propose d'étudier l'arrêt du suivi quotidien de la Covid-19 pour mettre en place une veille comparable à celle de toute autre maladie endémique (comme la grippe) et un suivi à l'échelle régionale.

Réforme des retraites : le Ministère de la Sécurité Sociale lance les négociations avec les représentants des travailleurs indépendants pour la 2ème partie de la réforme des retraites.

Prévisions économiques : l'autorité budgétaire indépendante a revu à la baisse la prévision de croissance du PIB espagnol pour 2021 (5,1 % ; -0,4 pp) et pour 2022 (5,9 % ; -0,4 pp).

LE CHIFFRE À RETENIR

3,1 %

Inflation moyenne en 2021

Inflation : l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une hausse interannuelle de 6,5% en décembre 2021 (+1,0 point par rapport à novembre) et de 3,1% en moyenne annuelle.

Affiliation : l'affiliation à la Sécurité Sociale fin 2021 enregistre 363 000 personnes de plus qu'avant la pandémie (par rapport à février 2020).

Politiques du logement : le Plan pour le logement 2022-2025 (1,7 Md€) et l'aide à la location pour les jeunes de 250€ mensuels ont été approuvés en Conseil des Ministres.

Règles macroprudentielles : la Banque d'Espagne a approuvé de nouveaux outils pour assurer la stabilité financière.

Fusions bancaires : le Tribunal Suprême (équivalent Cour de Cassation) a confirmé l'obligation de remboursement par Bankia des dommages subis par les investisseurs privés lors de son introduction en bourse.

Zoom sur : Stratégie de financement pour 2022 du gouvernement espagnol

Le gouvernement a présenté la stratégie de financement pour 2022 qui prévoit une émission de dette nette de près de 75,0 Md€, similaire à celle de 2021, et une émission brute de 237,5 Md€, inférieure de 10% par rapport à 2021. Parmi les principales nouveautés pour 2022, le Trésor espagnol a souligné une nouvelle émission verte, après celle intervenue en septembre 2021, ainsi que le début du remboursement du prêt de 41,3 Md€ du Mécanisme Européen de Stabilité (MES) octroyé à l'Espagne en 2012 pour recapitaliser son secteur financier. S'agissant du MES, au total, l'Espagne devra rembourser 23,7 Md€ entre 2022 et 2027 après avoir remboursé de manière anticipée 17,6 Md€.

Pour 2021, le Trésor espagnol a souligné la réduction de 25 Md€ de l'émission de dette nette par rapport à l'estimation initiale, la hausse de la maturité moyenne de la dette espagnole qui dépasse pour la 1ère fois les 8 ans et la réduction du coût moyen de la dette à 1,64%.

COVID-19

1 Vaccination

Au 23/01, 92,6 % de la population cible -âgée de plus de 12 ans- a reçu au moins une dose du vaccin, 90,7 % est vaccinée. Des 92,9 millions de doses distribuées aux régions (64,6 M de Pfizer-BioNTech, 17,2 M de Moderna, 9 M d'AstraZeneca et 2,1 M de Janssen), 88,7 M ont été administrées (95,5 %). L'Estrémadure et la Galice ont administré la totalité des doses reçues, alors que Baléares (86,9 %) et Melilla (84,4 %) enregistrent les taux d'administration les plus faibles.

La campagne de rappel pour la vaccination progresse : au 23/01, 70,5 % des personnes âgées de plus de 40 ans (et 70,1% des personnes vaccinées avec Janssen) ont eu leur dose de rappel. Par ailleurs, 53 % des enfants d'entre 5 et 11 ans ont reçu leur 1ère dose.

Données vaccination Covid-19 (semaines 2-3)

	Semaine précédente	Cette semaine
N° de semaine	2	3
Date des données	11/01/2022	18/01/2022
Pop. ayant reçu au moins la 1ère dose (% pop. âgée de +12ans)	38 941,4 92,5%	39 017,1 92,5%
Pop. complètement vaccinée (% pop. âgée de +12ans)	38 108,6 90,5%	38 201,1 90,6%
Doses de rappel (en milliers; en % de la pop. complètement vaccinée)	12 316,3 32,3%	13 515,7 35,4%
Doses de rappel (en % des personnes âgées de +70 ans complètement vaccinées)	89,6%	90,6%
1ères doses pour enfants entre 5 et 11 ans	37,0%	46,1%

Source : Ministère de la Santé

Doses de rappel : la Commission de Santé Publique a approuvé la dose de rappel pour les personnes adultes âgées de plus de 18 ans, cinq mois après la 2ème dose. Jusqu'à présent, l'administration de doses de rappel n'était ouverte qu'aux personnes âgées de plus de 40 ans : des tranches d'âge successives pour les personnes d'entre 30 et 40 ans seront débloquées progressivement. Par ailleurs, le Ministère de la Santé a annoncé que les personnes immunodéprimées vont recevoir une 2ème dose de rappel (4ème dose), également cinq mois après la dernière administration de dose de rappel de vaccin ARNm.

2 Restrictions

Limite pour rassemblements : les Îles Canaries (entre 8 et 12 personnes) et Catalogne (10 personnes).

Conditions d'ouverture des discothèques : Discothèques ouvertes dans toutes les régions avec restrictions variables d'occupation maximale, horaires d'ouverture et conditions de consommation (sans restrictions dans 10 sur 17 régions).

Rentrée scolaire : Dans le cadre de la rentrée scolaire en format présentiel le 10/01, la Commission de Santé Publique a accordé le 07/01 de ne pas mettre en place une quarantaine complète d'une classe ayant jusqu'à quatre cas positifs ou moins de 20 % des élèves dans une période égale ou inférieure à sept jours.

3 Tests, traitements et suivi de la pandémie

Tests antigéniques : la Commission Interministérielle des Prix des Médicaments a établi un prix maximal de 2,94 euros pour les

tests antigéniques d'autodiagnostic à partir du samedi 15/01. Cette mesure sera applicable à tous les tests d'autodiagnostic vendus dans les pharmacies et approuvés par l'Agence du Médicament (environ 40 marques de tests d'autodiagnostic). Pour rappel, la demande et le prix de ce type de tests a augmenté considérablement pendant les fêtes de fin d'année, période pendant laquelle leur prix a évolué à jusqu'à 10 euros, d'après l'association de consommateurs Facua.

Médicament anti-Covid de Pfizer : le gouvernement espagnol va acheter 344 000 doses de la pilule antivirale en janvier pour lutter contre l'évolution de nouveaux variants de la Covid-19. L'antiviral de Pfizer, commercialisé sous le nom de Paxlovid, permet de réduire sensiblement les hospitalisations et les décès par infection de Covid-19.

Veille de la pandémie : le gouvernement espagnol propose d'étudier l'arrêt du suivi quotidien de la Covid-19 pour mettre en place une veille comparable à celle de toute autre maladie endémique (comme la grippe) et un suivi à l'échelle régionale. Dans ce cadre, l'évolution épidémiologique de la maladie serait étudiée en sélectionnant un million de patients pour procéder à des prélèvements, vérifier la contamination, réaliser le séquençage du virus et préparer la statistique correspondante.

Actualité économique

1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Plan de relance : le gouvernement espagnol devrait approuver plus de 30 lois dans les deux prochaines années (2022-2023) dans le cadre des

réformes associées au PNRR dont une loi sur le logement, une loi sur la mobilité durable et le financement du transport, une loi sur l'industrie, et une réforme fiscale.

Réforme des retraites : le Ministère de la Sécurité Sociale lance les négociations avec les représentants des travailleurs indépendants pour la 2ème partie de la réforme des retraites.

Le premier point soumis au dialogue social concerne la révision du système de cotisation des travailleurs indépendants dans le but de remplacer le système actuel (choix de la cotisation, forfaitaire) par un système de cotisations en fonction des revenus. Le gouvernement prévoit également une période transitoire de 9 ans pour s'adapter au nouveau système.

2 Macroéconomie

Prévisions économiques : l'autorité budgétaire indépendante a revu à la baisse la prévision de croissance du PIB espagnol pour 2021 (5,1 % ; -0,4 pp) et pour 2022 (5,9 % ; -0,4 pp). Ces modifications par rapport aux prévisions d'octobre s'expliquent notamment par la baisse de l'activité au T4 2021 compte tenu de l'évolution sanitaire en décembre, la crise d'approvisionnement et le retard des effets économiques du plan de relance. Concernant le déficit, l'autorité budgétaire revoit sa prévision à la baisse à 7,0% du PIB (0,3 point en moins) grâce à une exécution moins importante que prévue de la ligne de 7 Md€ en aides directes aux entreprises et indépendants (-0,2 pt) et une légère amélioration des recettes (-0,1 pt) ; malgré la révision à la baisse de l'activité. Cette prévision est inférieure d'1,4 point par rapport à celle du plan budgétaire du gouvernement publiée en octobre (-8,4% du PIB).

Inflation : l'indice des prix à la consommation (IPC) a connu une hausse interannuelle de 6,5% en décembre 2021 (+1,0 point par rapport à

novembre). Selon l'Institut National des Statistiques, cette augmentation est portée essentiellement par le logement (+23,3% en g.a.) et les transports (+10,9% en g.a.) catégories qui comprennent les prix de l'électricité et des carburants et combustibles malgré un recul des prix de cette dernière catégorie en décembre (pour rappel, +13,5% en g.a. en novembre). Par ailleurs, l'inflation sous-jacente, indice hors aliments bruts et énergie, augmente de 0,4 point et se situe à 2,1% de hausse interannuelle. **En moyenne annuelle, l'inflation a été de 3,1% en 2021.**

3 Finances publiques

Emission de dette : 10 Mds€ d'obligations ont été levés par le Trésor espagnol début janvier. La demande des investisseurs a dépassé de plus de 6 fois l'offre. Le taux de l'obligation à 10 ans espagnole sur les marchés secondaires est de 0,646 % au 11/01, confirmant la tendance à la hausse depuis novembre. Comme ailleurs en Europe, les émissions s'accroissent en Espagne en anticipation de la poursuite de hausse des taux. La prime de risque des obligations espagnoles, par rapport aux obligations allemandes (spread), reste quant à elle stable.

Dettes publiques : la dette des administrations publiques s'élève à 1 426 Md€ fin novembre avec une hausse de 8,7% en g.a. Par rapport à octobre, la dette augmente de 0,3% mais elle reste inférieure au pic atteint en septembre avec 1 432 Md€ (122,1% du PIB). Le gouvernement prévoit toujours que le ratio de dette converge à la fin de l'année vers l'objectif établi dans son Programme de Stabilité (119,5 % du PIB), soit un niveau inférieur à celui des prévisions de la Commission Européenne (120,6% du PIB) mais aligné avec celles de l'autorité budgétaire indépendante AReF (119,5%).

4 Emploi

Affiliation : l'affiliation à la Sécurité Sociale a dépassé fin 2021 ses niveaux pré-pandémie, avec 362 613 personnes supplémentaires par rapport à février 2020. Selon les données publiées par le Ministère du Travail, l'Espagne a finalisé l'année avec 19 842 427 affiliés et 3 105 905 demandeurs d'emploi, soit une hausse de 777 000 emplois et une diminution de 782 232 personnes au chômage par rapport à 2020. Par ailleurs, 102 548 travailleurs bénéficiaient d'une des modalités du dispositif de chômage partiel (ERTE) fin 2021, 520 000 personnes de moins par rapport à fin 2020.

5 Entreprises

Industrie : l'indice de production industrielle (IPI) a enregistré une hausse de 4,8 % cvs en variation annuelle et de 4,5 % en variation mensuelle. Selon les données de l'Institut National de Statistique (INE), il s'agit de la variation mensuelle la plus élevée depuis 16 mois (juillet 2020). Pour rappel, une baisse de 0,3 % en variation mensuelle avait été enregistrée en octobre. Si la fabrication de biens de consommation enregistre une hausse de 12,4 % cvs en variation annuelle, celle de biens d'équipement baisse de -2,2 %.

Textile : le commerce de l'habillement enregistre une chute de 13 % de son chiffre d'affaires en 2021. D'après l'organisation patronale sectorielle Acotex, l'évolution du variant omicron et la 6ème vague aurait affecté l'activité en fin d'année. Pour rappel, le chiffre d'affaires du secteur avait chuté de 39,8 % en 2020 en raison du 1er confinement et des restrictions de mobilité et de capacité d'accueil. Acotex estime que l'année 2022 sera également une année compliquée en raison de la hausse du prix de l'énergie, des matières premières et des ressources logistiques.

L'entreprise allemande Delivery Hero devient actionnaire majoritaire de Glovo. Le groupe allemand, qui était déjà premier actionnaire de

Glovo avec environ 44 % de participation a signé un accord avec les actionnaires de référence pour acheter une participation supplémentaire de 39,4 % du capital en échange d'actions de Delivery Hero. D'après Reuters, Glovo aurait une valeur de 2,3 Md€ suite à cette opération, qui doit encore être autorisée par l'autorité de la concurrence.

Calcul quantique : sept entreprises –dont BBVA et Repsol – et cinq centres de recherche – dont le Barcelona Computing Center et le Centre Supérieur de Recherches Scientifiques CSIC – ont lancé le projet CUCO pour étudier l'utilisation du calcul quantique et son application dans cinq industries stratégiques de l'économie espagnole : l'énergie, les finances, l'espace, la défense et la logistique. Le projet est subventionné par le Centre de Développement Technologique Industriel (CDTI) et est soutenu par le Ministère de Science et Innovation dans le cadre du volet numérique du plan de relance espagnol. Le consortium public-privé visera l'identification de cas d'usage pour utiliser le calcul quantique comme réponse au besoin des entreprises dans les domaines suivants : observation de la Terre ; lutte contre le changement climatique et l'environnement, traçabilité de l'information des chaînes d'approvisionnement ; optimisation et simulation de calculs financiers complexes ; et d'autres. Parmi les objectifs du projet on note également le positionnement du consortium et de ces entreprises comme des référents du calcul quantique dans leurs secteurs pour participer à des initiatives internationales dont le Quantum Flagship, Horizonte Europa, Digital Europe ou European Defence Fund.

Perspectives économiques : L'enquête annuelle des PDGs du cabinet PwC indique que les chefs d'entreprises espagnols apparaissent dans l'ensemble plus confiants sur la reprise économique que la moyenne mondiale : 85 % d'entre eux s'attendent à ce que l'économie s'améliore au cours des 12 prochains mois

(contre une moyenne de 77%). Néanmoins, ils se disent préoccupés par la gestion des fonds de « Next Generation EU » : notamment par le risque que les fonds européens soutiennent des projets de court-terme (31%), par le manque de clarté sur les projets financés (27%) et par la complexité des procédures administratives (22%).

6 Secteur immobilier

Politiques du logement : le Conseil général du pouvoir judiciaire estime que l'avant-projet de loi sur le logement, dans sa version actuelle, ne respecterait pas la répartition des compétences entre gouvernement et communautés autonomes.

Politiques du logement : l'aide à location pour les jeunes de 250€ mensuels a été définitivement approuvée en Conseil des Ministres. Cette aide est destinée aux personnes ayant entre 18 et 35 ans et dont les revenus annuels sont inférieurs à 24 318€. Par ailleurs, pour en bénéficier, le loyer payé devra être inférieur à 600€. Ce seuil pourrait toutefois être augmenté jusqu'à 900€ par les communautés autonomes. Les locataires ne louant qu'une chambre dans le cadre d'appartements en collocation pourront également toucher l'aide, à condition que leur loyer ne dépasse pas 300€ (jusqu'à 450€ dans certaines zones sur décision des communautés autonomes).

Politiques du logement : le Plan pour le logement 2022-2025 a été approuvé en Conseil des Ministres (1,7 Md€). Le plan vise à appuyer les populations les plus fragiles grâce à des aides à la location pour les locataires les plus modestes, des aides à la location et aux charges pour les victimes de violence de genre, les sans domiciles fixes et les expulsés, des aides aux jeunes pour la location et l'achat dans les municipalités de petite taille, des aides aux locataires pour l'assurance de protection du loyer. A moyen terme, le plan prévoit également la construction

de logements sociaux, l'utilisation de logements de la SAREB (société de défaisance des actifs non productifs créée lors de la restructuration du secteur bancaire) comme logements sociaux et l'utilisation de logements privés pour la location comme logement social, des aides à la construction de logements adaptés aux personnes âgées et handicapées et enfin la promotion des logements partagés et intergénérationnels.

Prix de l'immobilier : les prix à la location ont diminué en 2021 (-4,5%), d'après les données Idealista de prix moyen du m2 en location en Espagne. Les régions où les prix sont les plus élevés sont celles qui ont enregistré les plus fortes baisses (Madrid, Catalogne et Pays Basque).

7 Secteur financier

Supervision financière : la Banque d'Espagne a approuvé de nouveaux outils pour assurer la stabilité financière. Ce nouvel arsenal introduit notamment une composante sectorielle au coussin de fonds propres contracyclique ainsi que des limites à la concentration sectorielle du crédit. La Banque d'Espagne pourra également désormais imposer de nouvelles restrictions à l'octroi de prêt, dont des limites de l'endettement maximal du client selon les garanties apportées et les revenus notamment et des limites à la maturité des prêts.

Supervision financière : la publicité pour des investissements dans des crypto actifs est désormais encadrée. Le risque de perdre l'intégralité de l'investissement devra désormais être signalé. Les annonceurs devront également soumettre leur campagne à la CNMV, l'autorité de supervision des marchés financiers, lorsque l'audience dépassera 100 000 personnes. Ces mesures entreront en vigueur à partir du 17 février. Pour les contrevenants, les sanctions s'élèveront jusqu'à 300 000€.

Néo-banques : Revolut a obtenu une licence bancaire pour l'Espagne. Ce statut permettra notamment à ses 800 000 clients de bénéficier d'une garantie à hauteur de 100 000€ de leurs dépôts.

Fusions bancaires : la direction et les syndicats d'Abanca trouvent un accord pour la suppression de 370 employés. C'est notamment la conséquence des rachats de Bankoia et de la filiale espagnole de la portugaise Novo Banco.

Fusions bancaires : le Tribunal Suprême (équivalent de la Cour de Cassation) a confirmé l'obligation de remboursement par Bankia des dommages subis par les investisseurs privés lors de son introduction en bourse. Cette décision suit l'approbation par le Tribunal de Justice de l'UE en juin de la possibilité pour les grands investisseurs de faire valoir la responsabilité de Bankia dans les inexactitudes du prospectus publié pour son entrée en bourse en 2011.

Investissement : l'entrée en vigueur au 1er janvier de la nouvelle réglementation espagnole sur les SICAVs marque la dissolution de la majorité d'entre elles. Pour continuer à bénéficier de la fiscalité avantageuse des fonds d'investissements (1% d'impôt sur les sociétés), les SICAV doivent désormais être composées d'au moins 100 partenaires ayant investi chacun un minimum de 2 500€. Alors qu'on estime à seulement 20% les SICAV remplissant ces

critères, de nombreuses SICAVs ont été déjà ou vont être, à très court terme, dissoutes.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de régional de Madrid
Rédacteurs : Carranza Alvaro, Marañón Alexander, Margerin Sibylle, Meinzel Thomas, Renaudie Mathilde

Pour s'abonner : espagne@dgtresor.gouv.fr

Crédits photo : Photo de la page de garde par [Luis García \(Zagarbal\)](#) sous licence [CC BY-SA 3.0](#)